

Mairie de Magny-St-Médard

à Monsieur BONNEVIE Roland
Commissaire enquêteur.

Objet : Mémoire en réponse aux observations recueillies lors de l'enquête publique. Procès-verbal remis au Maire de MAGNY-ST-MEDARD le 16 février 2007.

Monsieur le Commissaire enquêteur,

Vous trouverez ci-après les réponses aux observations reçues lors de votre enquête.

Lettre n°1 de Mrs PETITOT et CHARTENET :

La municipalité souhaite une extension mesurée des constructions et éviter tout accroissement important le long de la RD 70 et de la RD 104. De plus la parcelle évoquée « Prés des Puits » serait desservie par un accès et une sortie très dangereux sur la RD 70.

Il a été choisi de resserrer les implantations en complétant autant que possible les zones autour du centre et d'éviter l'allongement extérieur du village.

Enfin, les équipements en matière d'assainissement sont faits pour 300 équivalents habitants, estimation qui correspond aux prévisions de la commune pour les 10 ans à venir dans le cadre de la carte communale (maisons neuves et logements vacants réhabilités).

La parcelle évoquée ne peut être retenue dans la zone constructible de la carte communale.

Lettre n°2 de Mr LAFFOREST Jean-Noël :

La parcelle 228 est excentrée et éloignée des aménagements des réseaux. Comme dans le cas précédent on doit préciser que la municipalité a choisi de grouper les zones autour du centre. Cette parcelle ne peut être incluse dans la zone constructible.

Lettre n°3 de Melle LAFFOREST Florence :

La maison située 1, chemin de la Borde est en zone non constructible et n'est pas incluse dans le nouveau zonage de la carte communale. Des informations relatives à ses projets seront communiquées à Melle LAFFOREST ultérieurement.

Lettre n°4 de Mr MARTIN Arnaud :

Il est tout à fait possible à Mr MARTIN d'acquérir une bande de terrain de quelques mètres afin d'avoir une desserte sur sa cour, en s'adressant directement aux propriétaires.

La commune n'est propriétaire d'aucun terrain constructible dans la zone de la carte communale.

Lors d'éventuels aménagements de lotissement, il pourra également trouver un arrangement avec les constructeurs, la commune l'aidera dans cette démarche.

Lettre n°5 de Mr CORNOT Xavier :

Mr CORNOT aurait dû assister à la réunion publique relative à la carte communale élaborée avec l'appui du cabinet conseil I.A.D.

La carte communale n'est pas un simple trait de crayon délimitant arbitrairement une zone constructible, mais l'objet d'une étude approfondie et d'analyses préliminaires.

Créer une seule zone excentrée située route de BEIRE LE CHATEL, aurait eu pour effet de marginaliser une population nouvelle et de créer des problèmes de trafic de circulation et de chemin d'accès. La sortie de la route de BEIRE sur la RD 70 est trop dangereuse pour envisager aujourd'hui une augmentation significative des constructions dans cette zone.

La zone basse route de BELLENEUVE n'est pas dans le périmètre de la carte communale à l'exception d'une extension de la parcelle 23 déjà en zone constructible dans le POS. Les autres parties ne sont pas inondables. (La carte de la DDE jointe au rapport du cabinet IAD cartographie la dernière crue de 1965 et les zones inondables.)

Lettre n°6 de Mme CORNOT E :

S'il est exact que les installations de DIJON CEREALES sont dans la zone de la carte communale, il s'agit de bâtiments professionnels, ils étaient déjà dans le POS précédent, l'accès au verger situé en CHAMPS SAINT PERE est inchangé.

En ce qui concerne la maison située parcelle 275, il est précisé que la cave est une des plus inondées du village. On peut penser que la construction de pavillons n'aggraverait pas la situation mais nous attirerons l'attention des éventuels constructeurs sur ce point.

MAGNY St MEDARD LE 20 février 2007.

Le Maire,



LIGERON.